

M. Simon Ngale Lyonga est agronome et directeur du Centre de recherches agronomiques d'Ekona près de Douala au Cameroun. Explore l'a rencontré pour discuter de ses activités de recherche consacrées aux plantes-racines mais plus particulièrement à l'igname, et pour faire le point sur sa carrière. D'autre part, du 14 au 19 août prochain se déroulera à Douala, le Deuxième symposium triennal de la Société internationale pour les plantes-racines tropicales-Direction Afrique. Une centaine de chercheurs africains spécialistes des tubercules aborderont le thème suivant : Vers l'exploitation des potentialités de production et d'utilisation des plantes à tubercules et racines amylacées en Afrique tropicale. « Cette rencontre, de nous affirmer M. Lyonga, illustre clairement que l'Afrique a maintenant davantage de moyens à sa disposition pour effectuer les travaux de recherche qui s'imposent pour assurer son développement. »

L'IGNAME

A SES RAISONS...

PAR JACQUES DUPONT

Explore : M. Lyonga, vous vous intéressez depuis longtemps à la culture de l'igname. Pourquoi ?

M. Lyonga : Au cours des années 60, le gouvernement camerounais a voulu mettre un frein à l'importation massive d'ignames du Nigeria. En 1968, il créa un programme à cette fin, le *West Cameroon yam scheme*, afin de fournir au ministère de l'Agriculture davantage de données. Nous avons effectué la cueillette de 114 spécimens. Et avec le botaniste agricole américain Don Martins, nous avons constitué 69 cultivars, identifiant 9 espèces dont trois étaient complètement inconnues au Nigeria, de loin le plus important producteur d'igname au monde. D'ailleurs, bon nombre de variétés inventoriées avaient été importées de ce pays. Ensuite, nous avons réuni des consommateurs représentatifs de toutes les classes sociales pour effectuer des tests de dégustation des différentes variétés. Nous avons, avec la collaboration de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer de France (ORSTOM), procédé à l'évaluation des qualités nutritionnelles de l'igname, dont la valeur protéique brute qui, dans certaines espèces, se chiffrait à 11,5 p. 100.

Explore : En combien de temps a-t-on regroupé ces données ?

M. Lyonga : Nous avons débuté vraiment vers le début des années 70 et complété ces différentes étapes vers 1974-1975. Nous avons ensuite procédé à l'étude des facteurs écologiques et environnementaux : quelles variétés étaient adaptées à la culture sur les hautes terres, sur des terres plus basses et sur les bas plateaux. Nous avons pu ainsi identifier 10 variétés d'élite : 2 adaptées aux hautes terres, 3 aux bas plateaux et 5 qui puissent s'adapter à toutes les altitudes et les conditions climatiques tropicales. De plus, évidemment, on a examiné d'autres aspects : l'espacement, le tuteurage, les besoins en engrais, la récolte, les mauvaises herbes et les maladies.

Explore : Voilà énormément de données nouvelles...

M. Lyonga : Bien sûr et nous avons voulu les partager avec les paysans. Vous savez que 90 p. 100 de la population du Cameroun est paysanne et que la plupart cultive l'igname pour en consommer de deux à trois fois par semaine.

Explore : Qu'avez-vous fait ?

M. Lyonga : Et bien le gouvernement nous a alloué une somme de 37 000 000 de francs CFA (148 000 \$ Can.) afin de produire une trousse d'information sur l'igname à l'intention des paysans, que des vulgarisateurs agricoles se

chargeraient de propager. Nous avons également produit 100 tonnes de repousses sans jamais réussir à répondre à la demande. Il faut dire qu'un hectare d'igname ne peut fournir de repousses que pour 3 ou 4 hectares. Il faut 1/2 tonne de repousses pour chaque hectare. Imaginez, dans le cas du riz, chaque hectare fournit environ 50 ha de semences. Et en plus, dans le cas de l'igname, il faut compter 2 ou 3 ans avant de récolter de quoi manger. C'est trop peu et c'est trop long.

Explore : Cultiver l'igname est donc si peu encourageant pour les paysans ?

M. Lyonga : Et oui. En plus, même par rapport à d'autres tubercules, il faut investir énormément. Pour la patate douce, c'est 40 000 à 60 000 francs CFA l'hectare, pour le manioc, environ 45 000 francs CFA mais pour l'igname, 300 000 francs CFA par hectare. La différence est énorme pour les paysans.

Explore : Pourquoi alors continue-t-on à en cultiver ?

M. Lyonga : Tout simplement parce que les gens aiment ça. Vous savez, on ne change pas les habitudes alimentaires des gens du jour au lendemain. Heureusement cependant, avec le temps, le Cameroun est devenu un

exportateur d'igname, vers le Gabon et la République centrafricaine entre autres ; ceci essentiellement à cause des efforts de recherche et de vulgarisation du gouvernement.

Mais je vais vous raconter une petite histoire. Le Nigeria à une époque a voulu décourager la culture et la consommation de l'igname. Que s'est-il passé lorsque les mesures ont produit leur effet sur la production ? Les importations ont monté en flèche. L'igname fait intrinsèquement partie de la vie au Nigeria : on l'offre en sacrifice, on le déguste lors de cérémonies entourant la récolte etc. Voilà pourquoi le Nigeria a dû se résoudre à continuer à produire tout de même de l'igname et en produit à ce jour 60 000 000 de tonnes par année. Et au Cameroun, bien que l'igname coûte de deux à trois fois plus cher que la banane plantain par exemple, les gens aiment bien en manger deux ou trois fois par semaine.

Explore : A-t-on donc effectué l'essentiel de la recherche sur l'igname ?

M. Lyonga : Pas du tout. Laissez-moi vous décrire ce que devrait être l'igname de demain. La plante devrait être plus solide afin qu'on puisse se passer du tuteurage, fort coûteux en main-d'œuvre. Il faudrait que le tubercule soit plus rond et plus près du sol, moins enfoncé, de sorte qu'on puisse envisager une mécanisation de la récolte. En ce moment, c'est impensable. Il faudrait aussi de l'igname avec davantage de valeur protéique et moins d'hydrates de carbone, de même qu'il faudrait pouvoir produire de l'igname qui fournisse davantage de repousses etc. D'ailleurs, lors de la rencontre régionale de l'Institut international pour l'agriculture tropicale à Ibadan en 1980, nous avons convenu de former un comité de spécialistes : agronomes, économistes, pathologistes etc. dans le but d'approfondir ces différents aspects de l'igname.

Explore : Une fois la recherche effectuée, que va-t-on en faire ?

M. Lyonga : Vous savez, la vulgarisation agricole pose encore ici comme ailleurs des défis insurmontables. A l'époque où je venais de recevoir un premier diplôme en agronomie, je suis devenu vulgarisateur agricole pour le ministère de l'Agriculture. Savez-vous combien je desservais de paysans ? En Europe dans une fonction analogue ou en Amérique, on a de 200 à 300 paysans à visiter. Moi j'en avais 10 000. Imaginez. Je ne pouvais même pas espérer les rencontrer tous. Le Cameroun a besoin de gens formés dans tous les domaines, y compris bien sûr en vulgarisation agricole. □